

Un faux droit à la réparation : la nouvelle réglementation européenne sur les smartphones néglige les principaux besoins d'une véritable révolution de la réparation

14 novembre 2022

Cet article a été rédigé (en anglais) par Cristina Ganapini, de Right To Repair Europe. Nous vous en proposons ici une traduction en français.



Photo: [Mark A Phillips](#)

09 septembre 2022

Cristina Ganapini

[Right to Repair Europe](#)

[Lien vers l'article original](#)

Les experts nationaux de l'UE sont prêts à approuver des règles défectueuses en matière de « droit à la réparation » pour les smartphones et les tablettes lors d'une réunion qui se tiendra jeudi à Bruxelles.

La coalition Right to Repair organisera une manifestation devant le bâtiment où se réunissent les experts.

Jeudi, des experts nationaux se réuniront à Bruxelles pour approuver de nouvelles règles d'écoconception pour les smartphones et les tablettes.

Mais les projets de règles vus par les militants sont truffés de lacunes. En pratique, dans leur état actuel, les nouvelles règles n'accorderont pas un véritable droit à la réparation aux citoyens, dénoncent les militants du droit à la réparation.

La réunion du comité de réglementation sur l'écoconception et l'étiquetage énergétique en ce qui concerne les téléphones mobiles et les tablettes aura lieu **le 17 novembre à 09h00, au Centre Borschette à Bruxelles**. Pour protester contre ce faux droit à la réparation, des militants se rassembleront devant le bâtiment. Les militants feront des commentaires pour les journalistes.

Des failles dans le projet de loi sur l'écoconception des smartphones et des tablettes :

- Les critères de l'indice de réparation ne prennent pas en compte le prix des pièces détachées.
- Le prix des pièces détachées est un facteur clé pour déterminer le choix des utilisateurs de réparer ou de remplacer un smartphone. C'est également l'une des caractéristiques les plus importantes de l'indice français de score de réparabilité. L'omettre dans un indice de réparabilité européen le rend impropre à sa finalité.
- Les fabricants sont autorisés à bloquer la réparation par le biais d'un logiciel utilisant l'appariement des pièces.
- L'appariement des pièces est utilisé pour contrôler qui peut ou ne peut pas effectuer certains types de réparation. Il est rendu possible par la sérialisation des pièces détachées. Certaines pièces ont un numéro de série unique, que les fabricants associent à l'unité individuelle d'un appareil à l'aide d'un logiciel. Si l'une de ces pièces doit être remplacée lors d'une réparation, elle risque de ne pas être acceptée ou de perdre une partie de sa fonctionnalité. Le projet actuel permet à cette pratique de se poursuivre.
- Le projet de loi rend de manière injustifiée la réparation plus difficile pour les utilisateurs finaux que pour les professionnels
- Des règles obligeront les fabricants à mettre une liste spécifique de pièces détachées à la disposition des réparateurs professionnels. Cette liste est beaucoup plus courte dans le cas des utilisateurs finaux et des Repair Cafés. Cette distinction est purement discriminatoire et repose sur des questions de sécurité non fondées. L'analyse des données provenant des initiatives de réparation communautaires montre que l'éventail des réparations effectuées par les utilisateurs finaux dans les Repair cafés est large, ce qui nécessite l'accès à toutes les mêmes pièces détachées que celles utilisées par les réparateurs professionnels.
- Les règles sont incohérentes et n'accorderont pas un véritable droit de réparation de 7 ans.
- Le projet de règles comporte des dispositions incohérentes. Par exemple, il stipule que les utilisateurs et les professionnels doivent avoir accès aux informations sur la réparation et l'entretien pendant 7 ans. Mais d'autres besoins, tels que les pièces de rechange, les logiciels et les mises à jour de sécurité, sont garantis pour une durée plus courte. Il en résultera des situations où les utilisateurs finaux et les réparateurs professionnels pourront avoir accès aux informations relatives aux réparations, mais pas aux pièces de rechange nécessaires à la réalisation des opérations de réparation, ni aux mises à jour de sécurité permettant de maintenir la sécurité des appareils.

Dans une lettre envoyée aux experts nationaux, la coalition « Right to Repair » demande à l'UE d'accorder aux citoyens un véritable droit à la réparation, comprenant notamment:

- L'information et l'équité sur le prix des pièces de rechange.
- Le logiciel ne doit pas être utilisé pour limiter la réparation
- L'égalité d'accès aux pièces détachées et aux informations sur la réparation
- Permettre toutes les conditions cruciales pour la réparation pendant la même durée, sept ans après le retrait d'un produit du marché.

Suivez nos actualités sur les réseaux sociaux



Repair Together is Partner of *Repair Café International Network*

REPAIR CAFE

Be.brussels

Environnement.brussels

Wallonie.be

Interreg North-West Europe / SHAREPAIR

Contactez-nous

Qui sommes-nous?

Partenaires

Mentions légales

Politique de confidentialité

Connexion Repair Café

Inscription à la newsletter

J'accepte la politique de confidentialité

Envoyer